



Serge Attal - Globepix

Paris. Dans toutes les économies développées, les inégalités se sont creusées entre le 1 % les plus riches et le reste de la population.

INÉGALITÉS Depuis le début des années 1980, les très riches captent une part toujours plus grande des revenus. Ce n'est bon ni pour l'économie ni pour la démocratie.



D. R.
Guillaume Allègre,
économiste à l'OFCE,
département des études

Comment les superriches transforment la société

Si les économistes redécouvrent aujourd'hui la question des inégalités, c'est qu'ils s'en étaient largement désintéressés au cours du dernier demi-siècle ! Pour l'expliquer, on peut avancer deux raisons. D'abord, avec la longue période de croissance qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, les conditions matérielles se sont rapidement améliorées pour tous. Même avec 2 % de croissance par an, trente-six ans suffisent pour doubler le revenu moyen de la population. Dans ces conditions, il n'est pas difficile de faire en sorte que chacun ait des conditions matérielles meilleures que celles de ses parents, si bien que la question des inégalités devient moins prégnante.

Ensuite, l'économie s'est isolée des autres disci-

plines en sciences humaines. Devenue de plus en plus formelle, elle a eu tendance à abandonner les questions éthiques ou, plus précisément, à les cantonner à une branche spécifique de la discipline, l'économie normative (*), elle-même fortement formalisée. De manière générale, les économistes se sont rangés à l'idée qu'il est vain de vouloir comparer les individus entre eux et que le seul critère éthique à retenir

est celui de l'amélioration, au sens de Vilfredo Pareto (1848-1923) : une réforme améliore la situation si certains y gagnent sans que personne n'y perde. Ce principe s'avère totalement aveugle à la question des inégalités.

Depuis les années 1980, les inégalités se sont creusées, notamment dans les pays anglo-saxons (voir encadré), et sont aujourd'hui

* Economie normative :

s'interroge ainsi sur les valeurs que les individus associent à une décision économique. Elle fournit des prescriptions ou des recommandations fondées sur des jugements de valeur personnels.

au cœur des débats. Avec 0 % de croissance, il n'y a plus de possibilité de réformes ne faisant aucun perdant et les questions distributives (re)deviennent premières. Les mouvements des 99 %, d'Occupy Wall Street aux Indignados, en sont une conséquence. De plus, face à la crise, l'économie classique s'est montrée souvent assez peu pertinente dans ses recommandations, si bien que l'économie politique a fait son retour dans le débat public, et même académique. Auréolé de son prix d'économie en mémoire d'Alfred Nobel, Joseph Stiglitz a été, avec *Le prix de l'inégalité*, paru en 2012, l'un des premiers à remettre la question des inégalités au cœur des discussions. Et dernièrement, la traduction en anglais du *Capital au XXI^e siècle* de Thomas Piketty (2014) a couronné ce retour de la question des inégalités – et pas seulement celle de la pauvreté – dans le débat économique international.

UN HANDICAP POUR L'ÉCONOMIE

Faisons une expérience imaginaire. Vous devez choisir entre deux sociétés. Dans la première, 99 % des individus ont un niveau de vie équivalent à 2 000 euros mensuels et 1 % à 4 000 euros. Dans la seconde, 99 % ont un niveau de vie de 2 001 euros et 1 % de 200 000 euros. Laquelle de ces deux sociétés choisiriez-vous ? Pour de nombreuses personnes, c'est la première qui serait préférable, *a fortiori* si elles savent qu'elles ne feront pas partie du 1 %. Mais si l'on suit le critère de Pareto et que l'on ne juge la situation d'un individu que par rapport à ses ressources propres, alors la rationalité imposerait de choisir la seconde société, puisque tous les individus sont plus riches que dans la première. Toutefois, pour arriver à cette conclusion contre-intuitive, il faut évacuer les conflits interpersonnels en interdisant la comparaison (d'autres diraient la jalousie et l'envie).

Cependant, si la seconde société est, dans son ensemble, deux fois plus riche que la première, seulement 1 % en bénéficie vraiment. Les biens rares, non reproductibles et convoités (les appartements bien placés dans les métropoles, les maisons secondaires en front de mer...), sont donc accaparés par le 1 %. Quel que soit leur effort d'épargne, les 99 % ne pourront jamais rivaliser. Aussi la réelle alternative entre les deux sociétés se pose-t-elle en des termes différents que ceux envisagés plus haut : 2 000 euros dans un cas ou 2 001 euros dans l'autre, *moins* la possibilité d'accéder aux biens rares et convoités, ce qui paraît déjà moins attirant.

Ce n'est pas le seul inconvénient pour les 99 %, ni peut-être le plus important. Dans la seconde société, 50 % du revenu sont détenus par le 1 %. Celui-ci ne consomme pas 100 fois plus que les 99 % restants : il consomme d'autres choses, notamment des biens ostentatoires et des biens et des services très intenses en travail, comme des services à la personne, voire des domestiques pour lesquels les gains de productivité et les économies d'échelle sont

La grande régression

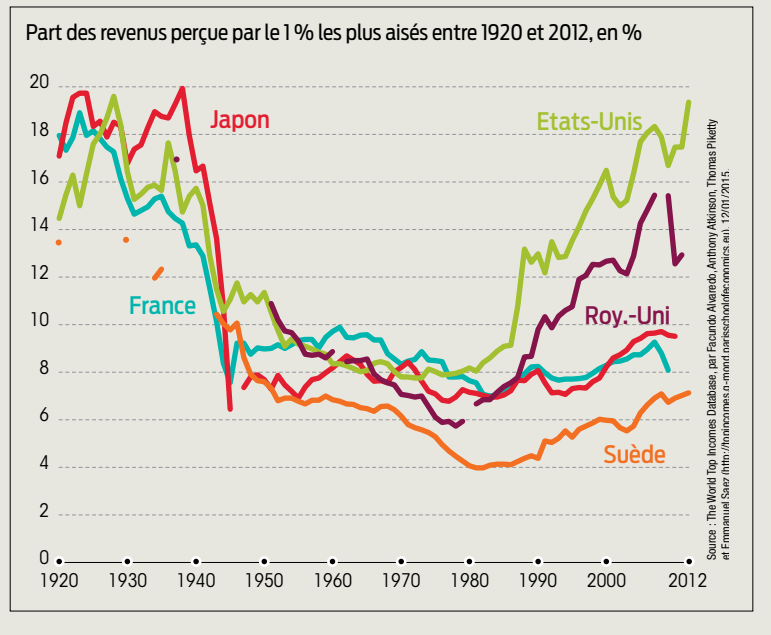
Le déphasage des riches peut s'apprécier par l'évolution de la part des revenus du travail et du capital perçue par le 1 % les plus aisés (voir graphique).

Alors que dans la plupart des économies développées cette part avait décliné durant des décennies à la suite des bouleversements de la Première Guerre mondiale, la tendance s'est inversée à partir des années 1980, marquées par une victoire politique de la pensée néolibérale.

Le déphasage est manifeste au Royaume-Uni, mais surtout aux États-Unis où le 1 % des plus riches y percevait environ 8 % des revenus en 1979, contre plus de 19 % en 2012. La part de revenus captée

par les plus aisés a également augmenté en Suède et au Japon, mais de façon beaucoup moins marquée que dans les pays anglo-saxons, en raison d'un rôle de l'Etat relativement plus important.

En France, selon les données récoltées par Thomas Piketty et les coauteurs du *World Top Income Database*, la part des plus riches a aussi peu augmenté. Le sentiment de déclin en France est peut-être lié à la moins bonne situation relative des élites françaises par rapport aux anglaises ou aux américaines, les élites se comparant moins aux classes moyennes nationales qu'à leurs homologues étrangères. ■



Les emplois domestiques et ceux pour lesquels il n'y a pas de gains de productivité réduisent la croissance potentielle au détriment des 99 %

faibles. Les entreprises fournissant les biens et les services consommés par le 1 % ont finalement assez peu d'intérêt à augmenter la productivité des travailleurs : un mois de travail du 1 % suffit à payer 100 travailleurs pendant un mois. Pour eux, le travail coûte très peu et il ne sert à rien de l'économiser en augmentant la productivité. Au final,

les nombreux emplois domestiques ou équivalents pour lesquels il n'y a pas de gains de productivité réduisent la croissance potentielle de l'économie au détriment des 99 %.

Le problème fondamental du déphasage des très riches n'est toutefois peut-être pas économique mais démocratique. Si les riches décrochent, les pauvres risquent de vouloir les exproprier. Comprendre pour-

quoi ils ne le font paradoxalement pas dans nos démocraties intéresse depuis longtemps les économistes et les chercheurs en sciences politiques. Une première réponse – libérale – ■■■



Fourmy - Andia

Genève (Suisse). Si les très riches choisissaient de s'exiler, cela n'affecterait ni l'emploi ni le niveau de vie des 99 %.

III est que ce paradoxe n'existe pas, car les pauvres exproprient déjà les riches via des taux d'imposition confiscatoires. Pour échapper à cette expropriation, l'exil fiscal serait légitime ainsi que la mise en concurrence des systèmes fiscaux et sociaux. On pourrait reconnaître là un certain projet européen, encourageant la concurrence entre systèmes sociaux et fiscaux nationaux.

LA DÉMOCRATIE SOUS CONTRÔLE

Une seconde réponse est que nos sociétés ne sont pas réellement démocratiques. Pour éviter que les pauvres n'exproprient les riches, rien de tel que la ploutocratie, ce système de gouvernement où l'argent est à la base du pouvoir. C'est la situation qui paraît s'être installée aux Etats-Unis, où le 1 % les plus riches détient aujourd'hui près de 20 % des revenus (voir encadré) et où l'enjeu du financement des campagnes électorales est primordial. Le déphasage des très riches du reste de la société augmente sensiblement leur intérêt à prendre le contrôle de la démocratie pour éviter

d'être expropriés et leur donne simultanément les moyens de le faire. Cette prise de contrôle de la démocratie peut passer par celle des médias ou par l'alignement de l'intérêt de l'élite politico-technocratique sur celui du 1 %, via des positions sociales intermédiaires entre le 1 % et les 99 % (1), mais aussi, peut-être de façon plus légitime (et trompeuse), par la menace rhétorique d'exil et le chantage à l'emploi.

DES ARGUMENTS FALLACIEUX

Dans notre société théorique où 1 % détient 50 % des revenus et en supposant une égale productivité des emplois, 50 % des salariés travaillent pour les riches. Le 1 % peut donc faire croire qu'il « crée » 50 % des emplois. En réalité, si les riches choisissaient de s'exiler, cela n'affecterait ni l'emploi ni le niveau de vie des 99 %. Au niveau de la production, leur départ serait compensé par le fait qu'ils libèrent 50 % de la main-d'œuvre, qui serait alors employée pour produire pour tous et non seulement pour le 1 %. En définitive, l'argument selon lequel « il ne faut pas tuer la poule aux œufs

Le problème fondamental du décrochage des riches n'est peut-être pas économique mais démocratique

d'or » en laissant partir les très riches à l'étranger ne vaut que si ces derniers contribuent plus à la société qu'ils ne perçoivent de revenus. Pour la défense du 1 %, certains comme Gregory Mankiw (2) soulignent qu'ils paient déjà beaucoup d'impôts et que leur contribution nette à la société est largement positive. Mais est-ce vrai ?

L'hypothèse implicite pour justifier les rémunérations du 1 % est que leurs revenus reflètent leur contribution à l'amélioration des revenus des 99 %. Cet argument s'appuie sur l'équilibre concurrentiel de marché, où les travailleurs sont rémunérés selon leur productivité marginale. A partir d'un certain point, si un dirigeant demandait une rémunération plus élevée, il serait remplacé par un autre.

Mais est-ce la réalité dans laquelle opèrent les chefs d'entreprise, les *traders*, les superstars du sport et du spectacle ? N'y a-t-il pas des phénomènes de rente, c'est-à-dire de manipulation de l'environnement social, économique ou politique, dans le but d'obtenir une plus grosse part de la richesse économique produite ? L'augmentation de leurs rémunérations correspond-elle nécessairement à la création de nouvelles richesses ?

L'univers du 1 % se caractérise plutôt par le capitalisme de connivence, par des inégalités d'accès aux informations, par des phénomènes de *winner-take-all* (par exemple dans les réseaux sociaux : le réseau le plus populaire capte pratiquement tout le trafic), autant de facteurs qui peuvent entre autres expliquer que ses membres arrivent à percevoir des rémunérations astronomiques. Ceci ne veut pas dire que la contribution du 1 % à la richesse de la société est nulle, mais que le marché est incapable de la mesurer. On ne peut en tout cas présumer que cette contribution, après rémunération et transferts, soit positive. Au final, le départ des riches dans des exils dorés ne devrait pas nécessairement être regretté. II

1. Par exemple aux Etats-Unis, les professeurs d'économie qui participent à la définition des politiques publiques sont bien mieux rémunérés que ceux des autres sciences sociales, plus critiques du pouvoir.
2. « Defending the One Percent », *Journal of Economic Perspectives* vol. 27, n° 3.